

Monsieur Benoît LOUTREL
Chef du Service régulation des Marchés Fixes et
Mobiles
Autorité de Régulation des Postes et
Communications Electroniques
7, square Max Hymans
75730 Paris cedex 15

Ref : dp/TIF/06-086

Paris, le 05 septembre 2006

Objet : consultation publique sur la terminaison d'appel sur les réseaux mobiles

Monsieur,

En réponse à la consultation publique relative à l'encadrement des tarifs de terminaison d'appel vocale directe sur les réseaux mobiles métropolitains pour l'année 2007, nous vous informons par la présente que nous accueillons favorablement la proposition de baisse des prix moyen de l'intra ZA pour Orange France, SFR et Bouygues Telecom.

Nous souhaitons néanmoins souligner que les conditions tarifaires de la terminaison d'appel sur l'intra ZA, mêmes si elles sont déterminantes, ne sont pas le seul poste de coûts permettant d'évaluer la viabilité d'une interconnexion directe avec les opérateurs mobiles.

A ce titre, Telecom Italia n'a pas estimé, jusqu'à présent, que les conditions techniques et tarifaires des offres de référence répondaient de manière satisfaisante à une logique économique d'optimisation des coûts d'acheminement du trafic fixe vers mobile.

Or, un certain nombre des réserves de Telecom Italia relatives à l'interconnexion directe avec les opérateurs mobiles restent toujours d'actualité et il nous semble par conséquent difficile, à offres d'interconnexion et d'accès des opérateurs mobiles constantes, de conclure comme le fait l'Autorité que « *les tarifs de terminaison d'appel fixés pour l'année 2007 ne doivent pas induire pour les opérateurs fixes de hausse significative de leur coût d'acheminement de trafic fixe vers mobile* ».

Nous estimons au contraire que le « *report des communications hérissons vers l'interconnexion classique au 1^{er} janvier 2007* » pour être effectif et économiquement « neutre » pour les opérateurs fixes doit faire l'objet d'un examen plus approfondi de l'Autorité prenant en compte notamment :

- le coût d'acheminement réel, et non théorique, des communications défini dans une phase de déploiement progressif de réseau comme un « mix » des tarifs de l'intra ZA et de l'extra ZA,

- le coût de raccordement aux sites d'interconnexion (à titre d'exemple, les redevances annuelles de la colocalisation chez SFR sont plus de deux fois supérieures aux tarifs de France Telecom pour des prestations similaires),
- ainsi que les délais de production des commandes de capacité et de création de raccordement.

Selon les résultats de cette analyse, nous souhaiterions que la décision soumise à consultation publique soit complétée par des obligations tarifaires complémentaires visant à baisser le coût global de l'interconnexion directe avec les opérateurs mobiles et des obligations visant à garantir le déploiement de ces interconnexions dans des délais plus courts que ceux proposés aujourd'hui par les opérateurs mobiles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Christophe ROY
Directeur des Affaires Réglementaires